démocratieS
le média critique de la participation

L'alimentation, une affaire de démocratie

Julie Maurel
Praticienne de la participation et collaboratrice d'élu.es

À la fois intime et politique, l'alimentation fait le lien entre l'individu et la société. Dans ce domaine, de multiples initiatives éclosent sur le terrain, qui mettent en lumière les attentes sociales et les stratégies des acteurs concernés. Elles laissent également voir des dysfonctionnements. Ces démarches donnent-elles aux citoyens les clés de la gouvernance agricole et alimentaire ?

Par la porte d'entrée de l'alimentation, c'est toute la chaîne de valeur qui s'ouvre à l'intérêt des citoyens et citoyennes. Et une multitude d'actions et de réflexions : des jardins partagés aux "marchés trois prix", des associations créées pour promouvoir et faire advenir la sécurité sociale de l'alimentation (voir l'entretien avec Pauline Scherer sur celle de Montpellier) aux commandes groupées via des centres sociaux, ou aux cantines à prix

libre… Cela dessine un mouvement hétéroclite et foisonnant, mû par des préoccupations de transparence, de santé publique, de justice sociale, de souveraineté. Et une rapide prise de conscience pour les citoyennes et citoyens : nous pouvons nous attacher à ce qu'il y a dans nos assiettes, agir comme un « consomm-acteur », reste que notre pouvoir est limité au bout de la chaîne, alors que chacun des maillons porte une responsabilité et une capacité d'agir pour une alimentation plus saine, plus durable, pour toutes et tous.

Traduite politiquement, l'alimentation apparaît comme un levier puissant pour répondre aux enjeux écologiques, économiques et sociaux de notre temps. En témoigne la pétition contre la Loi Duplomb , signée par plus de deux millions de personnes, dont une des mesures phares (la réintroduction dérogatoire de pesticides dont la toxicité est prouvée) a mobilisé la population française dans des proportions inédites.

Pour autant, l'alimentation reste un sujet marqueur de nos intimités : notre manière de nous nourrir est liée à notre éducation, nos lieux de vies, nos revenus. Dans une société libérale d'abondance, paradoxalement, le nombre de personnes concernées par l'insécurité alimentaire croît et ce mouvement est accéléré par les crises internationales et climatiques. D'après une enquête de 2023 de l'Observatoire des vulnérabilités alimentaires , l'insécurité alimentaire concernerait 37 % des Françaises et Français. Notre société fait face à une alimentation de mauvaise qualité, peu accessible pour nombre d'entre nous, et marquée par un gaspillage alimentaire qui a atteint près de 9,7 millions de tonnes en 2025 .

Agir plus largement que sur son assiette, face à un système aussi paradoxal et trop souvent peu à l'écoute de la parole citoyenne (voir l'entretien avec Alexia Gros et Nicolas Verzotti), passe par ce que l'on nomme la « démocratie alimentaire » (lire l'article de Dominique Paturel et Patrice Ndiaye sur l'histoire de cette construction).

Cette terminologie « démocratie alimentaire » porte en elle, comme souvent quand on parle de démocratie, une certaine polysémie, et *a minima* un double sens. S'agit-il de rendre accessible au plus grand nombre - au sens de démocratiser - l'alimentation de qualité, ou de rendre le système alimentaire français plus démocratique dans sa gouvernance ? C'est à la croisée de ces deux acceptions que s'entend la démocratie alimentaire. Cette polysémie nourrit bien des débats et des échanges entre artisans, chercheurs et promoteurs de la démocratie alimentaire, et elle entretient une certaine confusion pour les observateurs.

Peut-être est-ce là la raison pour laquelle ce sujet, très vivant dans les territoires, demande un peu d'effort pour l'attraper, en saisir les contours et comprendre pourquoi il est particulièrement précieux du point de vue de la manière de faire démocratie.

Intime et politique à la fois

Intime et politique : l'alimentation concerne tout le monde, plusieurs fois par jour, et est en cela une thématique qui remet à équivalence, à égalité, les citoyens. Mais l'alimentation est aussi un système inégal, fait d'interdépendances, où la décision des uns impacte bien au-delà de soi-même, où les enjeux pour l'avenir sont colossaux. Les actualités de l'été 2026 en matière de lutte contre les incendies, de tensions autour de l'accès à

l'eau, de revendications parfois contradictoires du monde agricole et paysan, de santé publique ou de souveraineté, nous les ont rappelés avec force.

L'alimentation est bien une question hautement politique, touchant entre autres la santé et la justice sociale. Pourtant, les acteurs publics, donc les citoyennes et les citoyens, y sont historiquement peu présents. Les équilibres sont laissés au marché et à des rapports de force très inégaux : entre associations de consommateurs et de producteurs, entre industriels et distributeurs, etc. Les initiatives institutionnelles (lire l'entretien avec Markéta Supkova de Territoires de Démocratie Alimentaire) rencontrent les initiatives dites citoyennes ou associatives. Le national tente d'encadrer un local qui se débrouille souvent très bien tout seul (voir l'approche juridique de Magali Ramel et Patrice Ndiaye). Ici aussi, des concepts qui ont le vent en poupe, comme la sécurité sociale de l'alimentation, se trouvent bricolés, adaptés, avec toute l'intelligence présente dans les territoires, pour atteindre l'objectif d'une alimentation saine et durable pour toutes et tous. Et là aussi, souvent, il est question de démocratie sans véritable pratique démocratique, ou avec des pratiques largement perfectibles (lire l'entretien avec Serge Bonnefoy, chercheur associé à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine, sur les Projets alimentaires territoriaux).

La démocratie alimentaire apparaît en tout cas comme une démocratie du faire, qui dépasse la « consomm'action » individuelle pour fonder des aventures collectives. Les acteurs se rencontrent ou, *a minima*, cohabitent en proximité les uns des autres. Les actions concrètes précèdent parfois la réflexion sur la gouvernance et les modes de décision, mais ces questions rattrapent souvent ces citoyens, élus, agents, associatifs. Ceux-ci entrent dans ces espaces pour des raisons différentes (précarité, charité ou solidarité, défense d'un modèle paysan, politique publique de santé...), mais rapidement, ils saisissent toutes et tous à quel point le système alimentaire leur échappe.

L'alimentation apparaît donc comme un terreau fertile pour travailler l'*empowerment* de celles et ceux qui y participent. Et plus largement pour observer les enjeux, méthodes et solutions liés à la mise en œuvre de gouvernances démocratiques, tant le sujet de l'alimentation suscite des besoins d'information, de partage de cultures différentes, de délibérations… (lire l'entretien avec Antoine Bernard de Raymond, sociologue, directeur de recherche à l'Inrae, au sujet de la caisse commune de Gironde).

Si le champ de la participation citoyenne et de la démocratie est traversé de tendances, en particulier en matière d'outils, il est plus rare qu'une thématique comme celle de l'alimentation s'impose aussi fortement et durablement. Le média *démocratieS* fait le pari que cette thématique d'une actualité prégnante est riche de réflexions, d'enseignements et d'espoirs quant à notre capacité à renouveler et adapter nos manières de faire démocratie.

[1] Voir l'article de Wikipédia sur la pétition contre la loi Duplomb lancée en 2025 wikipedia.org.

[2] Nestlé-France a publié des études sur la précarité alimentaire qui ont été reprises par des chercheurs et des parlementaires nestle.fr.

[3] Voir l'infographie « Le gaspillage alimentaire » du ministère de l'Agriculture (2025) agriculture.gouv.fr.

Julie Maurel

Julie Maurel œuvre dans l'écosystème de la participation citoyenne depuis une quinzaine d'années. Elle a aussi initié et porté une liste participative et citoyenne aux élections municipales en 2020 et a été collaboratrice d'élu.es. Elle est membre du comité éditorial de démocratieS.